
ASSOCIATION FESTIVAL INTERNATIONAL DE
FILMS DE FEMMES (AFIFF)
Maison des Arts - Place Salvador Allende
94 000 CRETEIL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, messieurs,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'AFIFF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve pour limitation

Nous n'avons pas pu mettre en œuvre toutes les procédures d'audit nécessaires pour fonder notre opinion sur les comptes. Sur les dettes sociales, nous n'avons pas obtenu de justificatif nécessaire pour vérifier l'exhaustivité et l'évaluation des dettes.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans les faits marquants de l'annexe.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude sur la continuité d'exploitation exposée dans les faits marquants de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation » nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtées dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris le 17 octobre 2025

GMBA SELECO

Marie TOYER

Commissaire aux comptes, associée



COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles	757	237	520	
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	12 209	10 848	1 361	3 220
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	12 966	11 085	1 881	3 220
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 104		2 104	7 403
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	16 854		16 854	17 041
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	11 929		11 929	74
Charges constatées d'avance				
TOTAL III	30 887		30 887	24 519
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	43 852	11 085	32 768	27 738

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	-155 993	-29 259
Excédent ou déficit de l'exercice	-93 967	-126 734
Situation nette	-249 960	-155 993
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	-249 960	-155 993
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		32 287
TOTAL IV		32 287
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		8 028
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	123 784	51 838
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	156 368	64 045
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 576	2 533
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		25 000
TOTAL V	282 728	151 445
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	32 768	27 738

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	60	
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	798	1 383
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	111 343	116 656
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	319 707	358 525
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	20 000	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	32 287	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	5 389	4 371
TOTAL I	489 584	480 935
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	283 987	303 545
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	12 470	10 829
Salaires et traitements	204 618	199 665
Charges sociales	74 668	85 501
Dotations aux amortissements et dépréciations	2 711	3 102
Dotations aux provisions		929
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 484	2 159
TOTAL II	580 938	605 730
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-91 354	-124 795
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		73
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		73
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	101	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	101	
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-101	73
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-91 455	-124 721

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 513	2 013
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	2 513	2 013
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-2 513	-2 013
Participation des salariés aux résultatsVII		
Impôts sur les bénéficesVIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	489 584	481 009
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	583 552	607 743
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-93 967	-126 734

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	24 500	24 500
Bénévolat	5 500	5 500
TOTAL	30 000	30 000
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	24 500	24 500
Personnel bénévole	5 500	5 500
TOTAL	30 000	30 000

Annexe

L'Association du Festival International de Films de Femmes a pour objet principal de promouvoir les créations des femmes en matière cinématographique et audio-visuelle, notamment par l'organisation d'un festival à Créteil et des actions de sensibilisation auprès de publics éloignés de ces activités.

I. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Avant affectation l'exercice clos le 31/12/2024 présente un total bilan avant affectation de 32 768 euros et un compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -93 967 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions des règlements suivants :

- ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général
- ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et suivants.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- Il n'y a pas d'avantages ou de ressources venant de l'étranger.

II. FAITS MARQUANTS

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

Cependant, au vu du total de l'actif net de 33k€ et des dettes qui s'élèvent à 283k€ au 31/12/2024, l'association est en état de cessation des paiements. Les fonds propres sont négatifs à hauteur de -250k€. Une incertitude significative sur la continuité d'exploitation existe. Des décisions doivent être prises en conseil d'administration et assemblée générale.

III. NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT

3.1. Actif immobilisé

Investissements (cf. tableau joint)

Amortissements (cf. tableau joint)

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais accessoires ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité qui correspond à la durée d'usage généralement admise, d'où l'absence d'amortissements dérogatoires. Il n'a été identifié dans les comptes sociaux aucun composant :

- Matériel professionnel 4 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 ans

3.2. Créances (cf. tableau joint)

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde de la subvention à recevoir de la région de 6.5 K€ ainsi que des créances TVA pour 9 K€ .

3.3. Fonds Propres (cf. tableau joint)

Les fonds propres ont évolué de la façon suivante :

- Fonds propres au 31/12/2023 : -155 993 Euros
- Résultat Exercice au 31/12/2024 : -93 967 Euros
- Fonds propres au 31/12/2024 : -249 960 Euros

3.4. Provision pour risques et charges (cf. tableau joint)

Aucune provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice .

3.5. Engagements de départ à la retraite

La provision constituée au 31/12/2023 en matière d'indemnités de départ à la retraite a été reprise. La directrice a fait valoir ses droits à la retraite et la provision pour les autres salariés est non significative eu égard à leurs âge et ancienneté.

3.6. Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 5 500 Euros.

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de matériel, mobilier et autres prestations pour 24 500 euros.

3.10. Dettes (cf. tableau joint)

Les dettes sociales sont toujours en cours d'analyse par l'association et les organismes sociaux pour vérifier leur évaluation et leur exhaustivité.

3.11. Détails des autres produits et des autres charges

Le poste « autres produits » concerne principalement des dettes prescrites : 4 588 Euros

Le poste « autres charges » concerne principalement des créances prescrites : 795 Euros

IV. AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

4.1. Effectif moyen

L'effectif moyen pour l'exercice est de 4 personnes contre 6 pour l'exercice précédent.

4.2. Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Le montant des déficits reportables à la clôture de l'exercice s'élève à 255 923 Euros.

4.3. Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, l'information est non fournie car elle conduirait à révéler une rémunération individuelle, au sens de la définition requise de plus hauts cadres dirigeants.

4.4. Honoraire du Commissaire aux comptes

Au titre de la certification des comptes : 11 640 Euros HT.

4.5. Engagements hors bilan

Il n'y a pas d'engagement hors bilan significatif à la clôture de l'exercice.

4.6. Evénements postérieurs à la clôture des comptes

Le festival 2025 s'est déroulé au mois de mars et a été réduit tant sur la durée que sur les dépenses engagées.

L'association n'est pas en mesure de produire le festival 2026 par manque de financement. L'exercice 2026 pourrait être la dernière année de l'AFIFF avec un événement de clôture. Des décisions doivent être prises en conseil d'administration et assemblée générale.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			757
TOTAL			757
Terrains Constructions : <ul style="list-style-type: none">- Sur sol propre- Sur sol d'autrui- Générales, agencements et aménagements constructions Installations : <ul style="list-style-type: none">- Techniques, matériel et outillage- Générales, agencements et aménagements divers Matériel : <ul style="list-style-type: none">- De transport- De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	4 704 6 890		615
TOTAL	11 594		615
Participations évaluées par mise en équivalence <ul style="list-style-type: none">- Participations Autres : <ul style="list-style-type: none">- Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL	11 594		1 372

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			757	
TOTAL			757	
Terrains Constructions : <ul style="list-style-type: none">- Sur sol propre- Sur sol d'autrui- Gales, agencts et aménagt. const. Installations : <ul style="list-style-type: none">- Techniques, matériel et outillage- Gales, agencts et aménagt. divers Matériel : <ul style="list-style-type: none">- De transport- De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés			4 704 7 505	
TOTAL			12 209	
Participations évaluées par mise en équivalence <ul style="list-style-type: none">- Participations Autres : <ul style="list-style-type: none">- Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			12 966	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		237		237
TOTAL		237		237
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	4 106	311		4 417
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 268	2 162		6 430
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	8 374	2 474		10 848
TOTAL GÉNÉRAL	8 374	2 711		11 085

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées - Reconstitution des gisements Provisions pour : - Investissements - Hausse des prix Amortissements dérogatoires Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges - Litiges - Garanties données aux clients - Pertes sur marché à terme - Amendes et pénalités - Pertes de change Provisions pour : - Pensions et obligations - Impôts - Renouvellement des immobilisations - Gros entretien et grandes révisions - Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
	32 287		32 287	
TOTAL II	32 287		32 287	

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations - Incorporelles - Corporelles Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations - Titres mis en équivalence - Titres de participation - Financières Sur stocks et en cours Sur comptes clients Sur créances reçues par legs ou donations Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	32 287		32 287	
- D'exploitation Dont dotations et reprises : - Financières - Exceptionnelles			32 287	

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	2 104	2 104	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	125	125	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	9 319	9 319	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	6 481	6 481	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	930	930	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	18 958	18 958	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	123 784	123 784		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	38 158	38 158		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	73 452	73 452		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	2 373	2 373		
Autres impôts, taxes et assimilés	42 385	42 385		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	2 576	2 576		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	282 728	282 728		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 092	7 878
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	3 454	11 306
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	10 546	19 184

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		116 607	203 100			319 707
Subventions d'investissement						
TOTAL		116 607	203 100			319 707

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art.431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-29 259	-126 734			-155 993
Excédent ou déficit de l'exercice	-126 734	126 734	-93 967		-93 967
Situation nette	-155 993		-93 967		-249 960
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	-155 993		-93 967		-249 960

Commentaires : néant